Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 JANVIER 1887.

Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1887 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. SNOY.

MESSIEURS,

Le projet du Budget primitif du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1887 s'élève à fr. 2,380,270 »

Le projet révisé par suite des amendements du Gouvernement est réduit à 2,377,020 »

Soit une différence en moins de fr. 3,250 »

Le projet du Budget pour l'exercice de 1886 s'élevait à la somme de 2,372,985 francs.

EXAMEN EN SECTIONS.

Le projet du Budget est adopté à l'unanimité des membres présents dans les sections, sauf un vote négatif et une abstention.

Un membre de la deuxième section appelle l'attention du Gouvernement sur la nécessité de renforcer le corps consulaire et d'exiger des membres de notre corps diplomatique une connaissance plus approfondie des besoins de l'industrie et du commerce belge.

(1) Budget, n° 104, V (session de 1885-1886).

Amendements du Gouvernement, n° 4, V (session 1886-1887).

(2) La section centrale, présidée par M. DE LANTSHEERE, était composée de MM. D'ANDRIMONT, CARLIER, DE MÉRODE, SNOY, CARBON et DE FAVEREAU.

Un autre membre exprime le vœu que la sollicitude de nos agents diplomatiques s'étende davantage aux artistes belges à l'étranger.

Un membre de la troisième section souhaite de voir donner un plus grand développement à nos consulats.

Il demande également que le Gouvernement étudie les moyens d'encourager le commerce sous pavillon belge ; enfin, il souhaiterait de lui voir apporter à l'avenir dans l'agrément des agents d'émigration plus de circonspection encore. La bonne réputation du port d'Anvers ne pourrait qu'y gagner au point de vue de l'émigration.

Un membre de la quatrième section, rappelant une demande sur laquelle il a été insisté dans le rapport du Budget de 1886, demande que les recueils consulaires soient distribués aux membres de la Législature, à ceux tout au moins qui en feraient la demande.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

DISCUSSION GÉNÉRALE.

La section centrale recommande à la plus sérieuse attention du Gouvernement le vœu exprimé dans une section et qui consiste à exiger de notre corps diplomatique, et spécialement des jeunes gens appelés à le rajeunir, des connaissances approfondies sur les besoins et les ressources de notre population, de notre sol, de nos industries.

Sans doute, le corps consulaire est plus spécialement chargé de veiller au développement de nos intérêts matériels, mais la lutte économique entre les grands pays producteurs s'accroît tous les jours davantage, et la Belgique, pour maintenir la position importante qu'elle occupe dans le monde des affaires, réclame aujourd'hui le concours de plus en plus énergique de tous ses agents à l'étranger.

L'objectif de la section centrale ne saurait être atteint, si le Gouvernement, reconnaissant qu'il reste quelque chose à faire dans cet ordre d'idées, ne prenait les mesures propres à l'accomplir.

L'une d'elles s'impose : c'est le développement du côté pratique, utilitaire, des études auxquelles ont à se livrer les candidats au grade de secrétaire.

La crainte salutaire de l'examen peut y amener. Certes le programme de l'examen diplomatique laisse peu de chose à désirer, mais l'application rigoureuse en est nécessaire, et les récipiendaires devraient s'attendre à ce que les réponses aux questions qui touchent aux intérêts matériels du pays soient examinées avec la plus grande sévérité.

De plus, et comme couronnement de l'œuvre, chacun d'eux aurait à produire un rapport détaillé, personnel et tout à fait satisfaisant sur une des branches de notre industrie ou de notre commerce.

Cette épreuve ferait suite à l'examen. Le diplôme en dépendrait.

Ces exigences porteraient leurs fruits pour l'avenir et nos agents diploma-

tiques pourraient multiplier les rapports spéciaux qu'ils adressent au Ministre des Affaires Étrangères et que celui-ci a signalés à la Chambre au cours de la discussion de son Budget en 1886. Ces rapports sont pour la plupart du plus haut intérêt, ils nous présentent saisi sur le vif le tableau de la vie économique des autres nations. C'est beaucoup, mais ce n'est pas assez.

De même que nos consuls de carrière sont astreints à publier pendant leurs congés des rapports surnommés la contre-partie du recueil consulaire parce qu'ils ont pour objet d'initier l'étranger à nos ressources et à nos productions, de même nos conseillers et nos secrétaires, ceux d'entre eux surtout qui se préparent à résider dans des contrées où nous ne possédons que des consuls négociants, devraient être invités à produire un travail analogue.

Fortifié dès le début par l'adjonction d'éléments soumis à des épreuves difficiles, tenu en haleine par des travaux d'observation pratique, réduit peut-être en nombre mais accru en valeur, notre corps diplomatique pourrait s'attendre au relèvement du traitement de ses membres.

Tels sont, en résumé sur cette question, les « desiderata » de la section centrale.

CHAPITRE PREMIER.

La question ci-jointe a été posée au Gouvernement :

1^{re} QUESTION.

La section centrale demande l'énumération des divers fonctionnaires attachés à la direction de la chancellerie (administration centrale, article 2, littéra F) avec l'indication de leurs fonctions et celle de leurs appointements respectifs.

RÉPONSE.

La direction de la chancellerie se compose actuellement d'un directeur (traitement 8,000 francs), de deux chefs de division (traitements 6,500 et 6,000 francs), d'un chef de bureau (traitement 4,500 francs), d'un commis de 1^{re} classe (traitement 3,600 francs), de deux commis de 2^e classe (traitement 3,500 et 3,000 francs) et de deux commis de 3^e classe (traitements 2,400 et 2,200 francs).

Les attributions de cette direction sont réparties entre deux divisions d'après le tableau ci-dessous :

PREMIÈRE DIVISION.

Bureau unique

Transmission des actes judiciaires et des commissions rogatoires; instruction des réclamations se rapportant à des matières d'intérêt privé, telles que recouvrements sur particuliers, remise de reliquats de solde à des militaires congédiés et aux familles des Belges morts aux Indes néerlandaises, etc., avis relatifs à la collocation des personnes atteintes de maladies mentales; rapatriement des aliénés, des orphelins et des enfants abandonnés, belges ou étrangers; renseignements de toute nature réclamés par la voie diplomatique sur la légis-

lation des différents pays, les services publics, l'organisation militaire, l'enseignement, les établissements de bienfaisance, le régime pénitentiaire, la statistique autre que commerciale, etc.; prêts ou échanges d'archives, de documents officiels, de publications scientifiques, de manuscrits anciens, etc.; demandes d'états de services, de certificats ou autres documents devant servir pour renseignements administratifs, pensions, etc., annulation d'engagements contractés dans les armées étrangères; remboursement aux agents du service extérieur des avances faites pour le compte d'administrations publiques ou de particuliers et non imputables sur le Budget du Département; visa et délivrance de passe-ports, légalisations, prélèvement des droits de chancellerie au Département et dans les légations, reddition des comptes annuels et préparation des tarifs (loi du 28 juillet 1849); affaire d'intérêt privé ne rentrant pas dans les attributions des autres branches de service.

DEUXIÈME DIVISION.

Premier bureau.

État civil des Belges à l'étranger; examen et discussion des questions qui s'y rapportent; surveillance et direction des bureaux établis dans les légations et consulats; délivrance des autorisations prévues par la loi du 20 mai 1882, concernant la célébration des mariages entre Belges et étrangers; préparation, signature et envoi des registres destinés aux agents du service extérieur; conservation d'un des doubles de ces registres; délivrance d'extraits; confection des tables annuelles et décennales; correspondance relative aux rectifications d'actes, aux reconnaissances, légitimations, dispenses d'alliance et de parenté, etc.; envoi au lieu du domicile des actes rédigés par les consuls et des actes dressés à bord des navires belges.

Transmission des actes de naissance, de reconnaissance, de mariage et de décès dont l'échange se fait avec divers États en exécution de conventions ou en vertu de l'article 80 du Code civil; instructions aux autorités du pays concernant l'envoi et la transcription en Belgique des actes dressés à l'étranger; enquêtes administratives relatives aux domiciles non indiqués dans les actes ou indiqués d'une manière inexacte; insertion au *Moniteur* et dans les mémoires administratifs des actes qui

n'ont pu être remis à destination, transcription en double de ces actes dans des registres tenus au Département; rédaction des tables annuelles et décennales desdits registres; délivrance d'extraits; mentions marginales par suite de reconnaissances, légitimations et rectifications; conservation d'un double des registres et envoi au greffe du tribunal de 1^{re} instance du second double avec les annexes inventoriées.

Levée des expéditions d'actes d'état civil réclamés par les agents du service extérieur, les légations et les consulats étrangers, les administrations publiques et les particuliers; tenue d'une table méthodique de tous les documents d'état civil parvenus au Ministère des Affaires Étrangères; recherches touchant le sort des Belges absents du royaume; constatation de nationalité et d'identité; option de patrie dans les légations et consulats; immatriculation des Belges résidant à l'étranger.

Deuxième bureau.

Successions ouvertes en pays étrangers, réclamations des personnes absentes du royaume par rapport à des héritages en Belgique; instructions aux agents du service extérieur relativement aux actes notariés qu'ils sont autorisés à recevoir; loi du 29 mai 1838 relative aux attributions des consuls en matière notariale dans les pays hors de chrétienté; conventions consulaires; code civil, articles 991 et 994; contentieux de la direction.

La 1^{re} division se compose, outre le chef de division, de deux commis de 2^{de} classe et d'un commis de 3^e classe.

La 2^{me} division comprend, toujours outre le chef de division, un chef de bureau, un commis de 2^{de} classe et un commis de 3^e classe.

Sauf un commis de 2^{de} classe qui, à la 1^{re} division, est chargé du service des visas, législations et passe-ports et de la perception des droits de chancellerie, et le chef de bureau de la 2^{me} division qui a dans ses attributions les affaires de successions et le contentieux, aucun de ces fonctionnaires ou employés n'exerce de fonctions spéciales : chacun d'eux traite indistinctement les affaires qui lui sont remises par le chef de service ou les chefs de divisions.

Le *Moniteur* a cessé depuis plusieurs années de publier les noms des citoyens belges, auxquels l'autorisation est accordée de porter les insignes d'ordres étrangers.

Il paraît regrettable que cet usage soit tombé en désuétude.

Le Gouvernement ne saurait être arrêté par la crainte de blesser la modestie des intéressés. Ceux-ci auraient même quelque droit de se plaindre du silence qui se fait autour de distinctions justement méritées et l'opinion publique réclame avec eux la publicité en cette matière.

Des observations analogues doivent être faites au sujet des concessions de titres de noblesse faites par S. M. le Roi.

La publication des listes nominatives de personnes appartenant à la noblesse a de tout temps été faite au *Moniteur* à intervalles irréguliers; la dernière remonte à 1882; à de très rares exceptions près les concessions de titres ne sont insérées que dans ces listes générales.

Rien ne paraît devoir s'opposer à ce que les arrêtés royaux conférant des distinctions de l'espèce soient livrés sans retard à la publicité.

Le section centrale émet le vœu qu'il en soit ainsi à l'avenir.

CHAPITRE II.

La discussion générale ayant porté principalement sur l'objet de ce chapitre, il est inutile de rappeler les observations qu'il a soulevées.

CHAPITRE III.

« Il entre dans les vues du Gouvernement comme dans l'esprit de notre » système consulaire que le titulaire du nouveau poste après avoir suffisamment étudié la place de Singapore, reçoive des instructions qui le dirigeront dans la visite successive des marchés de Siam, du Cambodge, de l'Indo- » Chine, etc. »

Telle a été la déclaration faite l'an dernier par l'honorable Ministre des Affaires Étrangères à la section centrale. Elle a été hautement approuvée par celle-ci et par les Chambres. Il a paru utile de rappeler cette promesse au Gouvernement, son intention bien arrêtée de la mettre à exécution ne pouvant du reste être mise en doute.

Le bon accueil fait au rétablissement d'un consulat général à Singapore prouve l'importance qu'attache le pays au développement de notre corps consulaire; mais il convient de ne pas s'arrêter dans cette voie.

Le vœu souvent exprimé de voir un Consul général belge résider dans l'État libre du Congo, dont l'avenir et la prospérité nous touchent à un si haut point, a trouvé un écho unanime dans la section centrale.

Celle-ci, désirant connaître à cet égard les intentions du Gouvernement, lui a adressé la question suivante :

2^e QUESTION.

La section centrale, estimant que l'établissement d'un poste de consul rétribué au Congo serait favorable au développement de nos relations commerciales avec ce pays, prie M. le Ministre des Affaires Étrangères de lui faire savoir si c'est bien cette destination que vise le § 2 de la note jointe à l'article 27 (amendements au Budget de 1887).

RÉPONSE

Le Département estime qu'il est momentanément pourvu aux nécessités envisagées par la section centrale, par la nomination d'un titulaire au poste de Sainte-Croix de Ténériffe.

Nous ne pourrions mieux renseigner la section qu'en reproduisant l'extrait ci-après du rapport par lequel la nomination de M. Allart a été proposée au Roi :

« L'expérience que le docteur Allart a acquise »
 » au cours de ses explorations dans les con- »
 » trées tropicales et sa connaissance des res- »
 » sources commerciales du Congo le rendent »
 » apte à remplir la mission que Votre Majesté »
 » lui confierait en l'appelant au poste de Sainte- »
 » Croix de Ténériffe. Cette mission serait la »
 » même que celle confiée à M. Desguin en »
 » 1878. Votre Majesté en connaît le but, qui »
 » lui a été exposé à cette époque : explorer la »
 » côte occidentale d'Afrique, visiter les colonies »
 » qui y ont été établies. Sainte-Croix de Téné- »
 » riffe ne serait donc en quelque sorte qu'un »
 » quartier-général, un point de départ d'où »
 » notre agent dirigerait ses investigations par- »
 » tout où elles seraient jugées utiles. »

« M. Allart aurait de plus un objectif nou- »
 » veau, un champ d'études intéressantes au »
 » plus haut point pour tous les Belges, je veux »
 » parler de l'État libre du Congo. Notre agent »
 » qui habitait Boma au moment de la forma- »
 » tion de cet État, pourra, si Votre Majesté n'y »
 » voit pas d'inconvénient, visiter encore les »
 » vastes contrées qui le composent. Je suis »
 » convaincu qu'il travaillera avec ardeur au »
 » développement constant des relations com- »
 » merciales entre notre pays et le centre afri- »
 » cain. Grâce aux qualités qui le distinguent, »
 » il saura rendre sa mission féconde. Le siège »
 » du Consulat général pourra être fixé d'une »
 » manière permanente dans l'État du Congo »
 » lorsque, de l'avis de Votre Majesté, le moment »
 » opportun paraîtra arrivé. »

D'après des instructions dès à présent arrêtées, M. Allart aura à faire une exploration au Congo vers le mois de mai prochain.

Il n'entre pas, pour le moment du moins, dans les intentions du Gouvernement, de fixer dans l'État du Congo la résidence de son Consul général.

Voilà en résumé la réponse du Ministre des Affaires Étrangères. Elle n'a pas convaincu la section centrale.

En effet la distance considérable qui sépare Ténériffe du Congo paraît

devoir paralyser dans une certaine mesure l'action du Consul belge. lorsqu'elle aura à s'exercer dans ce dernier pays. D'autre part la résidence de notre Consul au Congo aurait une portée morale considérable, et cette mesure serait bien accueillie, nous n'en doutons pas, par tous ceux que leurs sympathies ou leurs intérêts attachent déjà à cet État naissant.

Les questions suivantes relatives aux projets de réorganisation des corps consulaires de France et d'Allemagne ont été posées au Gouvernement.

5 ^e QUESTION.	RÉPONSE.
<p>A. Le Gouvernement français a-t-il organisé le corps consulaire conformément aux conclusions formulées par la Commission extraparlamentaire instituée par décret du 28 avril 1883 ?</p>	<p>On pénètre actuellement dans le corps consulaire français de trois manières :</p> <p>1^o Par l'examen, lorsqu'on est muni d'un diplôme de licencié en droit ou d'un titre de l'ordre littéraire ou scientifique équivalent à ce diplôme ;</p> <p>2^o Par un stage de quelques années dans les chancelleries ;</p> <p>3^o Par le libre choix du Ministre.</p> <p>Une des mesures préconisées dans le rapport de la Commission instituée le 28 avril 1882, a été mise en pratique à l'égard des personnes qui entrent dans la carrière par l'examen.</p> <p>M. de Freycinet a décidé que les jeunes gens, entrant au Ministère des Affaires Étrangères (pour la carrière diplomatique ou consulaire), auront, outre l'examen d'admission et l'examen de classement, à passer un an dans les bureaux de la direction politique et un an dans les bureaux de la direction commerciale.</p> <p>Aucune autre modification n'a, à la connaissance du Gouvernement du roi, été introduite dans l'organisation du corps consulaire français pendant l'année 1886.</p>
<p>B. Le Gouvernement allemand a-t-il réorganisé le corps consulaire. Depuis quand et sur quelles bases ?</p>	<p>Aucune modification n'a été introduite dans l'organisation du corps consulaire allemand en 1886.</p>

CHAPITRE IV.

La section centrale, poursuivant dans l'examen des divers chapitres du Budget l'ordre d'idées qui avait rencontré dans la discussion générale l'adhésion unanime de ses membres, a cherché à saisir le caractère des missions extraordinaires renseignées au chapitre VI et à contrôler la nécessité des voyages accomplis par les agents de l'administration centrale.

Le Gouvernement lui a fourni sur ces points des renseignements détaillés.

Les missions extraordinaires ont été exigées pour la plupart, par l'accomplissement de devoirs de courtoisie envers des souverains étrangers. La Belgique ne saurait songer à s'y soustraire.

Les frais de courriers-estafettes, etc..., sont insignifiants.

Quant aux voyages exécutés dans la période de 1884 à 1885 par des agents de l'administration centrale chargés de remplacer ou de suppléer à nos agents diplomatiques à l'étranger, il faut avouer qu'ils sont peu nombreux.

Tout en reconnaissant ce fait, tout en admettant même que certaines conventions d'affaires ne peuvent être traitées qu'à l'aide d'agents spéciaux rompus à la discussion des questions techniques qu'elles soulèvent, il convient d'émettre le vœu de voir le rôle de nos diplomates de carrière s'étendre en cette matière.

Si le Gouvernement, s'inspirant dès à présent des considérations exposées plus haut, appliquait avec fermeté les mesures les plus propres à porter au plus haut point chez notre corps diplomatique le goût et l'habitude des travaux économiques, il pourrait avoir l'espoir fondé de trouver au siège même de ces négociations d'affaires les lumières nécessaires pour mener à bien la plupart d'entre elles.

Les chapitres V, VI, VII et VIII ne soulèvent pas d'observations.

Tous les articles du Budget sont adoptés.

Le Rapporteur,

Bⁿ GEORGES SNOY.

Le Président,

T. DE LANTSHEERE.